

La bataille la plus difficile de l'Ukraine : Le défi de la réforme militaire

Par Valeriy Akimenko

Article, 22 février 2018

Cette publication s'inscrit dans le cadre du projet [Reforming Ukraine](#) du Carnegie Endowment for International Peace. Le projet est soutenu en partie par le Centre d'études internationales et d'Europe de l'Est (Zentrum für Osteuropa- und internationale Studien, ZOiS) et Open Society Foundations.

L'Ukraine entreprend actuellement une vaste réforme de ses forces armées, rendue nécessaire par les conflits survenus dans l'Est du pays. L'armée endurcie qui combat désormais dans la région du Donbass ressemble peu à celle qui a subi de lourdes pertes en 2014 au début du conflit qui l'a opposée aux séparatistes soutenus par la Russie. Avec 200 000 militaires en service actif, les forces armées du pays sont plus nombreuses et mieux équipées que jamais.¹ Le [budget militaire](#) devrait augmenter de plus d'un quart en 2018. En outre, et ceci constitue un aspect tout aussi important, le moral s'est amélioré.

Le gouvernement ukrainien s'est engagé à entreprendre des réformes structurelles majeures afin de s'assurer que ses forces armées respectent les normes de l'OTAN d'ici 2020, ce qui constitue une étape cruciale vers l'objectif d'[adhésion à l'OTAN](#). Pourtant, il n'existe que très peu de confiance qu'il soit en mesure de respecter cette échéance. Des problèmes majeurs subsistent, découlant tous des luttes politiques internes de l'Ukraine et de la faiblesse persistante de ses structures étatiques. Ces problèmes comprennent : le manque de coordination interne entre les structures ; le manque de surveillance civile et parlementaire des forces armées ; l'intégration incomplète des volontaires dans l'armée régulière ; l'impunité et les comportements abusifs dans la zone de conflit ; la corruption systémique ainsi que la non-transparence des budgets, notamment dans le monopole exercé par l'entreprise publique Ukroboronprom sur l'industrie de la défense.

Les gouvernements occidentaux sont les principaux bailleurs de fonds de cet effort de réforme militaire. En théorie, cela devrait leur donner un avantage sur Kiev. Dans la pratique, l'impératif politique de soutenir l'Ukraine contre l'agression russe peut prendre le pas sur une conditionnalité rigoureuse. La manière dont les donateurs occidentaux gèrent ce processus sera décisive pour que l'Ukraine puisse réformer son armée et renforcer sa sécurité nationale avec succès.

UNE NOUVELLE ARMÉE

En peu de temps, l'armée ukrainienne est passée d'une force épuisée, négligée et sous-financée à une force qui est parvenue à contenir une rébellion armée soutenue par la Russie dans l'Est de l'Ukraine. La transformation a été douloureuse et il reste encore beaucoup à faire pour réformer l'armée ukrainienne, mais des progrès remarquables ont été réalisés depuis 2014.

Après le soulèvement d'Euromaïdan en 2013-2014 qui a mis fin au régime de l'ancien président Viktor Ianoukovitch, les nouvelles autorités de Kiev ont hérité d'une armée dans un état déplorable. Le titre d'un journal de 2012 résumait la vision consensuelle qui prévalait à propos des projets de Ianoukovitch visant des [coupes radicales dans les forces armées](#) en déclarant : « La réforme de l'armée ukrainienne [signifie] la capitulation en faveur de la Russie ».

En 2014, [le chef d'état-major Viktor Muzhenko](#) a décrit la situation comme étant celle d'« une armée littéralement en ruine, avec des généraux russes à la tête des forces armées et des agences de sécurité [ukrainiennes], une démoralisation totale [au sein des forces armées] – telles étaient pour l'essentiel les conditions dans lesquelles l'Ukraine a fait face à l'agression de la Russie. » Cette situation déplorable a été confirmée lorsque près de 70 pour cent des forces ukrainiennes stationnées en Crimée ont prêté serment d'allégeance à Moscou après l'annexion de la péninsule par la Russie.

Les problèmes remontent aux premières années de l'indépendance après 1991. Muzhenko a fait valoir que sous chaque président et gouvernement, l'armée ukrainienne avait été financée en respectant – tout au plus – la moitié des exigences minimales uniquement, ce qui avait « conduit, dans les faits, à anéantir l'état de préparation au combat des forces armées ». Il a ainsi déclaré que [75 pour cent de tous les équipements](#) utilisés par les forces armées avaient plus de vingt ans et étaient devenus obsolètes sur le plan technologique et physique.

Après la prise rapide de la Crimée par la Russie, le défi suivant a été, au printemps 2014, l'escalade graduelle des hostilités dans l'Est de l'Ukraine. Le faible nombre de professionnels bien formés et disponibles était alarmant. Le gouvernement de Kiev a au moins disposé de plus de temps pour s'adapter en utilisant le court répit fourni par le premier cessez-le-feu de Minsk en septembre 2014 afin de recruter davantage de personnel pour les forces armées et la garde nationale ukrainiennes. La mobilisation partielle, réalisée en trois vagues en 2014 et en trois autres vagues en août 2015, constituait la principale source de main-d'œuvre. Au total, plus de [100 000 personnes ont été mobilisées](#). La conscription a également été rétablie avec une durée de service fixée à dix-huit mois.

Dans ce conflit, l'Ukraine a subi de lourdes pertes, tant civiles que militaires. Selon les chiffres internationaux, le nombre total de morts a franchi le seuil des 10 000 en 2017. Les données officielles de l'état-major général sur les pertes militaires de l'Ukraine relèvent un [total combiné de 10 710](#) victimes, dont 2 333 tués et 8 377 blessés. D'autres sources indiquent [des chiffres beaucoup plus élevés](#).

Sur le terrain, l'objectif de la réforme militaire est de professionnaliser les forces armées, de créer de nouvelles unités, de renforcer les capacités de combat des unités existantes, et de développer le système de réserve. Cette démarche s'inscrit dans le cadre du plan global déclaré de l'Ukraine de faire évoluer la gestion de son armée vers le modèle de l'OTAN d'ici 2020, avec des mesures telles que la [réforme structurelle de l'état-major général](#) en accord avec la structure conjointe des états-majors interarmées de l'OTAN.

Un expert militaire, Oleksandr Danylyuk, a déclaré ouvertement qu'il n'y avait « aucune chance » que ce délai soit respecté. « La partie ukrainienne et nos partenaires occidentaux manquent toujours d'une vision holistique à la fois de l'effort de réforme lui-même et (conséquence logique) de sa mise en œuvre », a-t-il déclaré.² Le colonel Ivan Yakubets, ancien commandant des Forces d'assaut aériennes ukrainiennes, rappelle que, puisque la plupart des hauts dirigeants actuels ont présidé à la [dégénérescence des forces armées ukrainiennes](#) avant 2014, il doute qu'ils soient capables de mener à bien des réformes.

Même en dehors de toute considération politique, les forces armées ukrainiennes doivent relever le défi lié à leur croissance et à la coordination nécessaire à la gestion de cette transformation. Début 2015, le président ukrainien Petro Porochenko a décrété une augmentation de la taille maximale de l'armée de 184 000 à 250 000 hommes. En 2016, l'Ukraine comptait plus de [200 000 militaires en service actif](#), dont 145 000 dans l'armée de terre, 45 000 dans l'armée de l'air, 8 000 dans les commandos, et 6 000 dans la marine.

L'armée de terre comprend la garde nationale qui a été formée en 2014 à partir des troupes internes du ministère de l'Intérieur. Bien que classée comme force paramilitaire, la garde nationale fait en réalité partie des forces armées ukrainiennes. Elle a également combattu à l'Est et est équipée de véhicules blindés, d'artillerie ainsi que d'armes antichars et antiaériennes. Ses effectifs sont estimés à [plus de 50 000 hommes](#).

Alors que le conflit s'aggravait, la décision a été prise de constituer des forces de réserve dans l'éventualité d'une invasion militaire à grande échelle. Le pays dispose désormais d'un système de réserves militaires à plusieurs niveaux, comprenant [un total estimé de 900 000 réservistes](#) qui ont servi sous les drapeaux « au cours des cinq [dernières] années ». L'état-major cherche [à recruter des officiers](#) dans ces importantes réserves afin de remédier à la pénurie d'officiers.

La coordination générale de ces forces militaires anciennes et nouvelles serait cependant très médiocre. Alors que le gouvernement ukrainien a lancé ce qu'il a appelé une « opération antiterroriste » dans l'Est en 2014, de nombreux rapports dénonçaient un « [manque de coordination et de commandement conjoint](#) » comme étant à l'origine de « l'un des principaux problèmes de l'opération. » Des rapports font encore état de méfiance entre les unités de première ligne et le haut commandement, un problème aggravé par une pénurie générale d'officiers compétents. L'une des priorités consiste à améliorer de toute urgence le fonctionnement du quartier général opérationnel conjoint en tant qu'organisme interarmes pour les opérations conjointes.

GÉRER LES BÉNÉVOLES

Les forces armées ukrainiennes ont inversé la situation désastreuse du conflit de 2014 grâce à l'aide de combattants volontaires. Mais même après un processus actif d'absorption, leur intégration complète dans l'armée régulière demeure un défi.

« Au printemps et à l'été 2014, les bataillons de volontaires ont sauvé l'indépendance de l'Ukraine », a déclaré [Andriy Parubiy](#), président du parlement ukrainien, ou Rada, aux membres du Parlement en janvier 2017. En parallèle, le ministre de la Défense, Stepan Poltorak, indiquait que [40 000 des hommes combattant dans l'Est](#) étaient des volontaires ayant signé un contrat sans être mobilisés dans l'armée.

Selon des estimations prudentes, le nombre de [volontaires ayant combattu dans l'Est](#) serait de 15 000, répartis dans pas moins de cinquante unités – parmi lesquelles on compte les célèbres unités [Azov, Donbass, Dnipro et Tornado](#) – dont un grand nombre ont émergé pendant ou en marge du soulèvement d'Euromaidan. Les médias russes ont affublé ces groupes armés [d'épithètes particulièrement perniciox](#) (tels que « punitifs », « petits nazis » ou « néo-nazis »).

Le gouvernement déclare que le difficile processus de transformation de ces volontaires en soldats réguliers est presque achevé, mais cela est difficile à vérifier. [Selon un commentateur](#), les unités de volontaires ne peuvent « plus être utilisées comme une tierce partie que certains hommes politiques pourraient utiliser pour tenter de s'emparer du pouvoir. » Pour autant, des dangers moins sérieux persistent, tels que la possibilité pour des magnats des affaires d'utiliser des forces de volontaires comme des petites armées privées afin de régler des conflits commerciaux et de saisir les biens de leurs rivaux. En parallèle, le gouvernement est peu disposé à entreprendre une quelconque action qui mettrait en péril sa lutte contre l'insurrection soutenue par la Russie, et les volontaires bénéficient toujours d'un soutien public chaleureux.

Diverses unités de volontaires ont connu des [destins différents](#) depuis la phase la plus active du conflit. Le célèbre Régiment Azov (à l'origine, un bataillon), qui est crédité d'un rôle clé dans la reprise de Mariupol en juin 2014, est considéré comme un exemple d'intégration réussie. Le

régiment a été intégré au ministère de l'Intérieur et son premier commandant, Andriy Biletsky, est à présent membre du parlement.

Le principal exemple d'unité qui n'a pas réussi à s'intégrer est le Corps ukrainien des volontaires du Secteur Droit (DUK PS). Après avoir joué un rôle important pendant les événements d'Euromaidan, ce groupe redouté et notoire est également bien connu pour ses opinions nationalistes extrêmes. Selon un rapport de 2016 émanant d'une source fiable, le DUK PS a catégoriquement refusé de fusionner avec les forces armées. Ce schisme interne a entraîné un grand nombre des volontaires du DUK PS sous les ordres de son chef, Dmytro Yarosh – désormais membre du parlement – à faire scission afin de former l'[Armée des volontaires ukrainiens](#), qui a conservé une autonomie de fait. Des commentateurs indiquent que le DUK PS a conservé un haut niveau de discipline et [maintient une coordination avec le commandement militaire](#) dans la zone de combat. Pourtant, il reste techniquement en marge de la loi et est capable de faire preuve d'un certain poids politique, tel que celui illustré par le rôle des volontaires dans le blocus économique du Donbass en 2017, qui a commencé comme un processus non officiel avant d'être autorisé par le gouvernement.

On pense que d'autres volontaires se sont tournés vers la criminalité. « D'un côté, [les volontaires] sont des vétérans vénérés qui ont sauvé la patrie, mais d'un autre côté ils enfreignent la loi et nuisent à l'économie du pays en temps de guerre et constituent une source d'attraction pour les aventuriers et les bandits, » [explique un rapport](#). Avec près de [5 millions d'armes légères détenues illégalement](#) en Ukraine, contre une estimation de 3 millions avant la guerre, cette évolution vers la criminalité constitue une source de préoccupation évidente.

L'absence de statut juridique clair pour certains groupes qui opèrent encore dans la zone de conflit de l'Est accentue un autre problème : des abus des droits de l'homme sont en effet signalés dans le territoire sous contrôle du gouvernement ukrainien.

L'opération militaire en cours dans l'Est de l'Ukraine est officiellement qualifiée d'opération antiterroriste depuis 2014, ce qui a permis aux autorités ukrainiennes d'éviter d'utiliser le terme de « guerre » et leur a facilité l'obtention de prêts du Fonds monétaire international. Cela signifie que les services de sécurité, et non le haut commandement militaire, sont techniquement responsables de l'opération.

Bien que des rapports concluent que les violations des droits de l'homme les plus flagrantes ont été commises dans les régions non contrôlées par le gouvernement et dirigées par les soi-disant républiques populaires – celles de Donetsk et de Louhansk – ils ont également relevé de nombreuses exactions dans les zones contrôlées par le gouvernement. [Human Rights Watch](#) a relevé que les séparatistes soutenus par la Russie aussi bien que les autorités gouvernementales ukrainiennes ont maintenu des civils en détention prolongée et arbitraire, et que « la plupart des détenus ont subi des tortures ou d'autres formes de mauvais traitements. » Un [rapport de juin 2016](#) du bureau du Haut-

Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a indiqué que « les disparitions forcées, la détention arbitraire, la torture et les mauvais traitements restent des pratiques profondément enracinées », tant dans les territoires contrôlés par les groupes armés que dans les territoires sous contrôle du gouvernement. Le rapport relève que, dans la première partie du conflit, la majorité de ces abus ont été attribués à des membres de bataillons de volontaires, mais que les allégations plus récentes « impliquaient principalement les SBU [Services de sécurité ukrainiens] ».

Du fait de l'absence de contrôle parlementaire sur cette soi-disant opération antiterroriste, il est plus difficile d'obliger les personnes accusées de crimes commis sur le territoire contrôlé par le gouvernement à rendre compte de leurs actes. Bien que les choses aient changé avec l'adoption du [projet de loi n°7163](#) sur la réintégration de la région du Donbass, les groupes de défense des droits de l'homme sont mécontents des autres dispositions de ce projet qui selon eux renforceront le rôle du président vis-à-vis du parlement.

SURVEILLANCE ET TRANSPARENCE

Le manque de surveillance civile des forces armées et des services de sécurité de l'Ukraine constitue le refrain de ceux qui exhortent le pays à mener une réforme efficace du secteur de la sécurité.

L'Ukraine a largement préservé la tradition de l'ère soviétique selon laquelle les militaires professionnels occupent les rangs les plus élevés du ministère de la Défense. Le ministre actuel, Stepan Poltorak, qui a été nommé en octobre 2014, était auparavant le commandant de la garde nationale. « L'absence de cadre civil au sein du ministère de la défense est très problématique du point de vue du contrôle démocratique du secteur de la défense, car en théorie cela rend le ministère de la défense plus enclin à adopter une approche militaire pour résoudre les problèmes de sécurité au détriment d'une approche politique », fait valoir un rapport de 2015 de l'Agence suédoise de recherche sur la défense.

Dans le cadre des [réformes qu'il s'est engagé à entreprendre](#) d'ici 2020, le gouvernement ukrainien a fait la promesse de nommer un civil aux fonctions de ministre de la défense ainsi que d'autres hauts responsables de la défense en 2018. Le contrôle civil de l'armée constitue également une disposition du [Concept de partenariat USA-Ukraine](#) sur cinq ans.

La question de la surveillance est particulièrement aiguë en ce qui concerne le contrôle du budget en plein essor de la défense et de la sécurité qui s'élevait à 2,7 milliards d'USD en 2013 et devrait [dépasser les 6 milliards d'USD](#) (soit plus de 6 pour cent du PIB ukrainien) en 2018.

L'ONG anticorruption [Transparency International](#) décrit le contrôle civil, exercé notamment par la Rada via des commissions parlementaires compétentes, comme étant « faible ». Ni l'Ordonnance sur les marchés publics annuels de la défense nationale, ni les « Orientations prioritaires » qui définissent les besoins d'assistance en matière de sécurité, ne sont soumises à la surveillance du parlement.

Pourtant, le contrôle parlementaire en lui-même ne serait pas suffisant car certains membres de la Commission de la défense de la Rada sont également accusés de corruption. Pour permettre une confiance du public dans l'efficacité des dépenses de défense, la communauté des donateurs et les ONG doivent être autorisées à inspecter les chiffres.

RESTRUCTURER UN MONSTRE

Les signaux d'alarme dénoncent en particulier le manque de surveillance externe et de transparence du processus d'acquisition du matériel de défense de l'Ukraine. Comme le souligne une [étude de RAND](#), « le système des comités d'appel d'offres qui n'incluent pas les professionnels des marchés publics facilite la corruption et l'inefficacité. Des personnes liées à l'industrie de la défense peuvent ainsi orienter les contrats vers des fournisseurs privilégiés sans assumer la responsabilité de la décision. »

Le problème est encore exacerbé par le fait qu'un conglomérat public, Ukroboronprom – diversement qualifié de « [monstre](#) » et de « [parasite](#) » – jouit d'un monopole de fait sur l'industrie de la défense ukrainienne. Le Comité indépendant anticorruption de la défense (NAKO), un organisme de surveillance anticorruption indépendant créé en 2016 par Transparency International afin de surveiller le secteur de la sécurité en Ukraine, [a annoncé en décembre 2017](#) qu'il cessait toute coopération avec Ukroboronprom « en raison de l'incapacité du gouvernement et de l'administration présidentielle à progresser dans la mise en place d'un conseil de surveillance indépendant ».

Fondé en 2010, Ukroboronprom est désormais [un conglomérat de 130 entreprises](#) doté d'un effectif de quelque 80 000 personnes. Il a absorbé la quasi-totalité de l'industrie de la défense ukrainienne dans des secteurs aussi divers que les munitions, l'électronique, les véhicules motorisés, l'artillerie, les chars, les avions, la construction navale et la fabrication de missiles. Les informations relatives au budget d'Ukroboronprom sont insaisissables. Son chiffre d'affaires de 2016 aurait atteint [un peu plus de 1 milliard d'USD](#).

Après l'éviction de Ianoukovitch en 2014, Roman Romanov, un personnage politiquement controversé, a été nommé à la tête d'Ukroboronprom. Sous la direction de Romanov, Ukroboronprom a été liée à Serhiy Pashinsky, le chef de la Commission parlementaire de sécurité nationale et de défense de la Rada, et a été qualifiée de « [vache à lait de Pashinsky et du Front populaire](#) » (le Front populaire est un parti politique qui fait partie de la coalition gouvernementale). [D'autres observateurs](#), cependant, évoquent les « liens étroits d'Ukroboronprom avec le président du pays. » En décembre 2017, le premier ministre, Volodymyr Groysman, a demandé que Romanov soit congédié au motif qu'il n'avait pas versé les salaires des employés. Il a été congédié par Poroshenko le 12 février 2018, après avoir affirmé qu'il a démissionné.

[Le Lieutenant-général à la retraite Timothy Evans](#), qui est l'un des trois membres internationaux du NAKO, qualifie Ukroboronprom d'« énigme » et porte l'accusation suivante : « Des recherches

suggèrent que le ministère de la défense pourrait baser ses exigences non pas sur une évaluation des besoins, mais plutôt sur la capacité d'Ukroboronprom à produire des articles particuliers – ce qui est le contraire de ce qui devrait se produire. »

Ukroboronprom a fait face à des accusations de corruption à plusieurs reprises. Un rapport rédigé en 2017 par la Commission anticorruption ukrainienne et soumis à [Foreign Policy](#) affirme que des fonctionnaires d'Ukroboronprom ont détourné des fonds d'un contrat de 39 millions d'USD afin de fournir des pièces d'Antonov AN-32 au ministère de la défense irakien. Une autre affaire concerne une entreprise de Poroshenko qui a dû diffuser un démenti après que des rapports aient révélé que [quatre véhicules blindés](#) avaient été fournis au Service national des gardes-frontières en 2015 à des prix exorbitants.

Des experts ont préconisé plusieurs réformes d'Ukroboronprom, dont sa privatisation et la nomination d'un conseil d'administration indépendant. D'autres, comme l'ancien sous-secrétaire adjoint à la Défense des États-Unis, Michael Carpenter, affirment que des changements plus radicaux sont nécessaires et que les entreprises composant le conglomérat devraient être « [restructurées et scindées](#). »

UN DÉFI POUR LES DONATEURS OCCIDENTAUX

Les partenaires occidentaux de l'Ukraine ont joué un rôle clé dans la promotion de la réforme militaire. Des commentateurs attribuent en grande partie le niveau de professionnalisme désormais plus élevé aux formations dispensées par des instructeurs des États-Unis, du Royaume-Uni, du Canada et d'autres pays occidentaux.

Des formations complémentaires de la part de ces partenaires seront essentielles à la transformation réussie dont le processus de réforme doit accoucher. Il y a consensus chez les experts sur le fait que cela est particulièrement nécessaire aux niveaux supérieurs des forces armées et par le biais d'une refonte complète des capacités stratégiques, opérationnelles et tactiques de l'Ukraine.

La prochaine étape envisagée par les partenaires occidentaux porte sur la question de savoir comment aider à garantir des conditions équitables afin de renforcer la capacité de l'Ukraine à se défendre. Cela est particulièrement nécessaire en matière de commandement, contrôle, communications, informatique, renseignement, surveillance et reconnaissance ; guerre électronique ; capacités anti-drones ; feux de contreatterie ; et armes antichar, à titre de moyens de dissuasion contre une reprise complète des hostilités.

Les dotations de la défense doivent être envisagées dans le contexte global de l'aide aux efforts de réforme plus généraux de l'Ukraine. Les États-Unis, qui sont le plus grand fournisseur d'aide militaire de l'Ukraine, ont promis un [important programme d'aide de 350 millions d'USD](#) à l'armée nationale dans le cadre de la Loi de finances de 2017 relative au budget de la défense nationale

(NDAA). Cependant, [les dépenses sont limitées à 175 millions d'USD](#) jusqu'à ce qu'il puisse être démontré, par l'attestation des secrétariats d'État et à la Défense, que l'Ukraine s'est engagée dans des « actions substantielles visant à réaliser des réformes institutionnelles de défense ». Les réformes demandées font partie de celles qui sont citées dans le présent article, avec notamment le contrôle civil de l'armée, la transparence et la responsabilisation accrues des marchés de la défense, et des mesures de lutte contre la corruption.

[Selon Transparency International](#), « si elle est correctement mise en œuvre, la NDAA pourrait être utilisée comme un moyen de pression dans le but d'inciter les responsables de la défense ukrainienne à mener des réformes systémiques difficiles qui pourraient considérablement améliorer la gouvernance de la défense. » Pourtant, il existe des raisons de douter que cette application de conditionnalités produise les résultats souhaités. Le délai de décision est court et le Département de la Défense des États-Unis hésite généralement à retenir les fonds qu'il a déjà promis. Plus important encore, de fortes pressions politiques sont exercées à Washington afin d'aider Kiev dans son conflit avec Moscou, quoi qu'il arrive.

Ces dilemmes politiques pressants dominent la question de la réforme du secteur de la défense ukrainien. Comme pour d'autres domaines nécessitant de toute urgence des réformes, la seule garantie de réussite réside ici dans un engagement ferme en faveur du changement au sein de la société ukrainienne elle-même.

Valeriy Akimenko possède vingt-cinq années d'expérience passées au service de BBC Monitoring. Il a d'abord travaillé sur l'Ukraine, puis sur la Russie, et s'est spécialisé dans l'armée et la sécurité.

L'auteur tient à remercier Keir Giles pour ses précieux commentaires sur un projet du présent article et est particulièrement reconnaissant à Thomas de Waal qui a été à l'origine de nombreuses idées importantes tout au long du processus de rédaction.

REMARQUES

¹ Institut international d'études stratégiques, *L'équilibre militaire 2016* (Londres : Institut international d'études stratégiques, 9 février 2016).

² Correspondance par emails avec Oleksandr Danylyuk (chef du Centre ukrainien pour la réforme de la défense), 6 décembre 2017.